

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-bis** N. 73

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

II parte della 44^a Sessione Ordinaria
(Parigi, 30 novembre - 3 dicembre 1998)

Raccomandazione n. 634
sulla ristrutturazione dell'armamento europeo e il ruolo dell'UEO

Annunziata il 15 giugno 1999

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant qu'il s'avère nécessaire d'harmoniser la demande sur le marché européen des équipements de défense et que les organisations d'acquisition des pays de l'UEO ont un rôle utile à jouer à cet égard;

(ii) Reconnaisant que les programmes en coopération, basés sur une définition commune des besoins en équipements, sont une nécessité pour faire baisser les coûts unitaires et améliorer la productivité et la rentabilité des industries de défense européennes;

(iii) Insistant sur l'importance qu'il y a d'intensifier la coopération entre les industries européennes de l'armement dans le domaine de la recherche et de l'acquisition de nouvelles technologies pour améliorer la productivité globale et éviter les pertes dues aux doubles emplois;

(iv) Soutenant vigoureusement le programme de coopération dans le domaine de la recherche (EUCLID) mis en place dans le cadre de l'Organisation de l'armement de l'Europe occidentale (OAEU);

(v) Considérant que les coopérations multinationales jouent un rôle croissant

dans le domaine des opérations militaires, où la nécessité d'une interopérabilité et d'une standardisation accrues se fait sentir, et que, du fait de la mondialisation, il deviendra de plus en plus difficile et coûteux de préserver l'indépendance des capacités stratégiques nationales;

(vi) Estimant par conséquent qu'à une époque où l'industrie civile et militaire se rationalise de plus en plus et où les programmes en coopération se multiplient, la dépendance mutuelle est le seul moyen de continuer d'avoir accès aux technologies d'importance stratégique et aux capacités de production correspondantes;

(vii) Se félicitant du projet d'accord entre six pays¹ sur la restructuration industrielle, mettant notamment l'accent sur la sécurité des approvisionnements, qui constitue un pas important dans la bonne direction;

(viii) Souhaitant que le GAEO soit l'instance privilégiée de concertation entre les pays européens dans le domaine de l'armement;

(ix) Prenant acte des efforts visant à mettre en place, dans le cadre de l'UEO, une structure intergouvernementale ayant le statut d'agence pour gérer la coopération concrète des pays européens dans ce domaine;

(x) Se félicitant de la création de l'OC-CAR par quatre pays producteurs d'armements et souhaitant son rapprochement avec l'UEO et l'adhésion d'autres Etats de l'Organisation qui en accepteraient les règles de fonctionnement;

(xi) Considérant que le moment est venu de réformer l'article 223 du Traité de Rome, ce qui constituerait un moyen utile permettant d'ouvrir le marché des équipements de défense en Europe, et créerait

par là même un environnement plus propice à une concurrence loyale et à une restructuration industrielle;

(xii) Constatant qu'une politique commune en matière d'armement comportant des aspects de technologie de haut niveau facilitera la mise en place d'une réelle identité européenne de défense et qu'une telle politique nécessite la révision de l'article 223 du Traité de Rome aux fins de réaliser l'intégration de la production, du commerce et du contrôle des armements conventionnels;

(xiii) Estimant essentiel que les Européens, s'appuyant sur la confiance mutuelle qui existe déjà entre l'Europe et les Etats-Unis, continuent de prêter la plus grande attention aux collaborations transatlantiques, notamment dans les domaines où les Etats-Unis offrent des technologies essentielles pour la capacité opérationnelle future des Européens;

(xiv) Convaincue qu'il ne serait pas dans l'intérêt des Européens de donner l'impression de vouloir construire une sorte de "forteresse Europe" en restructurant leur industrie, au risque de dresser des barrières entre l'Europe et les Etats-Unis;

(xv) Se félicitant de ce que le Code de conduite concernant les exportations d'équipements de défense, adopté par les gouvernements de l'UE en mai 1998, contient, malgré sa portée modeste, des dispositions utiles sur les exportations, tout en étant conforme aux principes éthiques que certains Etats membres adoptent actuellement en matière de politique étrangère;

(xvi) Regrettant le retard pris depuis quelques années par la restructuration des industries de défense européennes, alors que les Etats-Unis ont considérablement avancé dans cette voie, et estimant qu'il convient de remédier le plus vite possible au déséquilibre actuel du commerce des armements entre les industries des Etats-Unis et de l'Europe;

(1) Allemagne, France, Espagne, Italie, Royaume-Uni et Suède.

(xvii) Soutenant vigoureusement toutes les initiatives des ministres de la défense et de l'industrie des six principaux pays européens producteurs d'armements visant à créer les conditions les plus favorables aux fusions commerciales des industries aéronautiques et de défense dans le cadre de la Société européenne de l'aérospatiale et de la défense (EADC - European Aerospace and Defence Company) tout en souhaitant la mise au point, en liaison avec l'Union européenne, d'un statut pour des entreprises européennes transnationales;

(xviii) Se félicitant des assurances données par les ministres de ces six Etats, selon lesquelles il appartient à l'industrie de décider si elle doit se restructurer et comment elle doit procéder, étant donné que seules les entreprises concernées peuvent déterminer quels sont les regroupements propres à générer des synergies sur le plan commercial;

(xix) Exprimant le souhait que cette invitation faite aux six pays qui, à eux tous, représentent l'essentiel de l'industrie de défense européenne, encouragera la rationalisation à une échelle comparable à celle dont ont fait l'objet les entreprises américaines qui dominent actuellement le marché;

(xx) Considérant qu'en Europe, la restructuration s'impose en priorité dans les secteurs de l'aérospatiale et de l'électronique de défense, dominés par les nouveaux géants américains;

(xxi) Prenant en considération le coût social de la privatisation, de la rationalisation et de la restructuration des industries européennes d'armement, et souhaitant cependant que les industriels européens trouvent le plus vite possible un accord associant les principaux producteurs;

(xxii) Considérant qu'il est de l'intérêt de tous d'aider les pays d'Europe centrale et orientale à restructurer leurs industries

de défense pour favoriser la stabilité de ces pays en période de réorganisation,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. D'encourager les gouvernements européens à mettre en place des structures de concertation et des procédures pour la définition en commun des besoins militaires, ce qui doit se faire également dans le cadre de l'UEO, au sein du groupe Euro-longterm ou de la future Agence européenne de l'armement;

2. De veiller à une meilleure coordination dans le secteur de la recherche, du développement et de l'acquisition de nouvelles technologies entre les mesures prises par l'OAEU dans le cadre du programme EUCLID et par l'Union européenne dans le cadre du programme EUREKA;

3. De mettre rapidement sur pied une Agence européenne de l'armement dotée d'un statut officiel, qui ouvrirait en coopération avec l'OCCAR et dont le GAEO serait l'organe directeur;

4. De promouvoir la création, le plus rapidement possible, d'un Conseil européen de l'armement regroupant les pays du GAEO et les pays observateurs et associés partenaires de l'UEO, qui serait chargé de mettre en œuvre le partenariat européen pour l'armement, notamment en ce qui concerne les relations avec la Russie et l'Ukraine;

5. De décider d'accorder à l'OCCAR le statut d'organe subsidiaire de l'UEO, en tenant compte des intérêts vitaux des Etats membres de l'UEO et en permettant à tous les pays de l'UEO qui en acceptent les règles de fonctionnement de prendre part à ses activités à long terme;

6. De demander au Conseil de l'Union européenne d'examiner la possibilité de procéder à une révision de l'article 223 du Traité de Rome en vue de réaliser l'intégration de la production, du commerce et

du contrôle des armements conventionnels, tout en tenant compte de la nécessité:

– de maintenir les dispositions de cet article pour certains produits de haute technologie très sensibles, afin de permettre aux pays qui le désirent de maintenir leur indépendance stratégique, notamment dans le domaine nucléaire;

– de ne pas le détourner de cette fonction en subventionnant d'autres produits au profit du protectionnisme industriel et commercial ou d'une concurrence déloyale;

– de se conformer aux objectifs du Code de conduite de l'UE dans le domaine des armements;

7. D'encourager la privatisation et la rationalisation de l'industrie européenne de défense, notamment dans le cadre de l'EADC;

8. D'encourager les gouvernements européens à mettre au point, dans le cadre de l'Union européenne, un statut "transnational" pour les entreprises européennes;

9. D'inciter fortement les gouvernements à accompagner les plans sociaux qui

seront rendus nécessaires par ces restructurations destinées à améliorer la productivité des industries de défense européennes et d'associer l'Union européenne à cette démarche;

10. De favoriser la diversification et la reconversion des industries de défense des pays d'Europe centrale et orientale;

11. D'inciter les gouvernements à créer les conditions les plus favorables pour faciliter la coopération des industriels de défense d'Europe occidentale avec leur homologues des pays d'Europe centrale et orientale, en développant des programmes communs au profit des armées alliées et en participant à la modernisation des équipements militaires de ces pays pour les rendre conformes aux normes d'interopérabilité de l'OTAN;

12. De créer une plus grande synergie entre l'UEO et l'Union européenne dans le domaine des industries d'armement de façon à mettre au point une politique européenne de l'armement au service de l'identité européenne de sécurité et de défense.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 634
sulla ristrutturazione dell'armamento europeo e il ruolo dell'UEO**

L'ASSEMBLEA,

(i) Ritenendo sia necessario armonizzare la richiesta sul mercato europeo dei materiali di difesa e che le organizzazioni di approvvigionamento dei paesi dell'UEO abbiano un ruolo utile da svolgere al riguardo;

(ii) Riconoscendo che i programmi in cooperazione, basati su una definizione comune delle esigenze di materiali, sono una necessità per ridurre i costi unitari e migliorare la produttività e la redditività delle industrie di difesa europee;

(iii) Insistendo sull'importanza di intensificare la cooperazione fra le industrie europee dell'armamento nel settore della ricerca e dell'acquisizione di nuove tecnologie per migliorare la produttività globale ed evitare le perdite dovute alla duplicazione degli sforzi;

(iv) Sostenendo energicamente il programma di cooperazione nel campo della ricerca (EUCLID) creato nell'ambito dell'Organizzazione per l'armamento dell'Europa occidentale (OAEU);

(v) Ritenendo che le cooperazioni multinazionali svolgano un crescente ruolo nel

campo delle operazioni militari, in cui si avverte la necessità di una maggiore interoperabilità e di una maggiore standardizzazione, e che, a causa della mondializzazione, diventerà sempre più difficile e costoso salvaguardare l'indipendenza delle capacità strategiche nazionali;

(vi) Ritenendo pertanto che in un'epoca in cui l'industria civile e militare si razionalizza sempre di più e in cui si moltiplicano i programmi in cooperazione, la reciproca dipendenza sia il solo mezzo per continuare ad avere accesso alle tecnologie d'importanza strategica e alle relative capacità di produzione;

(vii) Rallegrandosi per il progetto d'accordo fra sei paesi¹ sulla ristrutturazione industriale, che pone l'accento sulla sicurezza degli approvvigionamenti, che costituisce un passo importante nella giusta direzione;

(viii) Auspicando che il GAEO sia l'istanza privilegiata di concertazione fra i paesi europei nel campo dell'armamento;

(1) Germania, Francia, Spagna, Italia, Regno Unito e Svezia.

(ix) Prendendo atto degli sforzi volti a creare, nell'ambito dell'UEO, una struttura intergovernativa che abbia lo status di agenzia per gestire la cooperazione concreta dei paesi europei in questo settore;

(x) Rallegrandosi per la creazione dell'OCCAR da parte di quattro produttori di armamenti ed auspicando un suo riavvicinamento con l'UEO e l'adesione di altri Stati dell'Organizzazione che ne accettassero le regole di funzionamento;

(xi) Ritenendo che sia venuto il momento di riformare l'articolo 223 del Trattato di Roma, il che costituirebbe un mezzo utile per permettere di aprire il mercato degli approvvigionamenti di difesa in Europa, e creerebbe con ciò stesso un ambiente più propizio ad una concorrenza leale e ad una ristrutturazione industriale;

(xii) Constatando che una politica comune in materia di armamento che comporti aspetti di tecnologia ad alto livello agevolerà la creazione di una reale identità europea di difesa e che una politica del genere esige la revisione dell'articolo 223 del Trattato di Roma al fine di realizzare l'integrazione della produzione, del commercio e del controllo degli armamenti convenzionali;

(xiii) Ritenendo essenziale che gli Europei, basandosi sulla reciproca fiducia che esiste già fra l'Europa e gli Stati Uniti, continuino a prestare la massima attenzione alle collaborazioni transatlantiche, segnatamente nei settori nei quali gli Stati Uniti offrono tecnologie essenziali per la futura capacità operativa degli Europei;

(xiv) Convinta che non sarebbe nell'interesse degli Europei dare l'impressione di voler costruire una sorta di « fortezza Europa » ristrutturando la loro industria, a rischio di erigere barriere fra l'Europa e gli Stati Uniti;

(xv) Rallegrandosi del fatto che il Codice di condotta concernente le esportazioni di materiali di difesa, adottato dai

governi dell'UE nel maggio 1998, contenga, nonostante la sua modesta portata, disposizioni utili sulle esportazioni, pur essendo conforme ai principi etici che taluni Stati membri adottano attualmente in materia di politica estera;

(xvi) Esprimendo rincrescimento per il ritardo accumulato da alcuni anni a questa parte per la ristrutturazione delle industrie di difesa europee, mentre gli Stati Uniti sono sensibilmente progrediti in questa strada, e ritenendo che sia opportuno ovviare quanto prima possibile all'attuale squilibrio del commercio degli armamenti fra le industrie degli Stati Uniti e dell'Europa;

(xvii) Sostenendo energicamente tutte le iniziative dei Ministri della difesa e dell'industria dei sei principali paesi europei produttori di armamenti volte a creare le condizioni più favorevoli alle fusioni commerciali delle industrie aeronautiche e di difesa nell'ambito della Società europea dell'aerospaziale e della difesa (EADC - European Aerospace and Defence Company), auspicando nel contempo la messa a punto, in collegamento con l'Unione europea, di uno status per imprese europee transnazionali;

(xviii) Rallegrandosi delle assicurazioni fornite dai Ministri di questi sei Stati, secondo le quali spetta all'industria decidere se essa debba ristrutturarsi e come debba procedere, dato che solo le imprese interessate possono determinare quali siano i raggruppamenti idonei a generare sinergie sotto il profilo commerciale;

(xix) Esprimendo l'auspicio che quest'invito rivolto ai sei paesi che, fra tutti loro, rappresentano il nucleo essenziale dell'industria di difesa europea, incoraggi la razionalizzazione su di una scala paragonabile a quella di cui sono state oggetto le imprese americane che dominano attualmente il mercato;

(xx) Considerando che in Europa la ristrutturazione s'impone prioritariamente

nei settori dell'aerospaziale e dell'elettronica di difesa, dominati dai nuovi giganti americani;

(xxi) Prendendo in considerazione il costo sociale della privatizzazione, della razionalizzazione e della ristrutturazione delle industrie europee degli armamenti, ed auspicando tuttavia che gli industriali europei trovino quanto prima possibile un accordo che associ i principali produttori;

(xxii) Considerando che è interesse di tutti aiutare i paesi dell'Europa centrale ed orientale a ristrutturare le loro industrie di difesa per favorire la stabilità di tali paesi in periodo di riorganizzazione,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI:

1. Incoraggiare i governi europei a creare strutture di concertazione e procedure per la definizione in comune delle esigenze militari, il che deve avvenire anche nell'ambito dell'UEO, in seno al gruppo Eurolongterm o alla futura Agenzia europea dell'armamento;

2. Vigilare su di un miglior coordinamento nel settore della ricerca, dello sviluppo e dell'acquisizione di nuove tecnologie fra le misure adottate dall'OAEU nell'ambito del programma EUCLID e dall'Unione europea nell'ambito del programma EUREKA;

3. Creare rapidamente un'Agenzia europea dell'armamento dotata di uno status ufficiale, la quale opererebbe in cooperazione con l'OCCAR e di cui il GAEO sarebbe l'organo direttivo;

4. Promuovere la creazione, il più rapidamente possibile, di un Consiglio europeo dell'armamento che raggruppi i paesi del GAEO e i paesi osservatori e associati partners dell'UEO, il quale sarebbe incaricato di dare attuazione al partenariato europeo per l'armamento, con particolare riguardo alle relazioni con la Russia e l'Ucraina;

5. Decidere di concedere all'OCCAR lo status di organo sussidiario dell'UEO, tenendo conto degli interessi vitali degli Stati membri dell'UEO e consentendo a tutti i paesi dell'UEO che ne accettino le norme di funzionamento di prendere parte alle sue attività a lungo termine;

6. Chiedere al Consiglio dell'Unione europea di esaminare la possibilità di procedere ad una revisione dell'articolo 223 del Trattato di Roma al fine di realizzare l'integrazione della produzione, del commercio e del controllo degli armamenti convenzionali, tenendo nel contempo conto della necessità di:

- mantenere le disposizioni di quest'articolo per taluni prodotti ad alta tecnologia molto sensibili, onde permettere ai paesi che lo desiderino di mantenere la loro indipendenza strategica, in particolare in campo nucleare;

- non distoglierlo da tale funzione sovvenzionando altri prodotti a vantaggio del protezionismo industriale e commerciale o di una concorrenza sleale;

- conformarsi agli obiettivi del Codice di condotta dell'UE nel campo degli armamenti;

7. Incoraggiare la privatizzazione e la razionalizzazione dell'industria europea di difesa, in particolare nell'ambito dell'EADC;

8. Incoraggiare i governi europei a mettere a punto, nell'ambito dell'Unione europea, uno status « transnazionale » per le imprese europee;

9. Sollecitare fortemente i governi ad agevolare i piani sociali che saranno resi necessari da queste ristrutturazioni destinate a migliorare la produttività delle industrie di difesa europee ed associare l'Unione europea a tali iniziative;

10. Favorire la diversificazione e la riconversione delle industrie di difesa dei paesi dell'Europa centrale ed orientale;

11. Sollecitare i governi a creare le condizioni più favorevoli per agevolare la cooperazione degli industriali dell'industria di difesa dell'Europa occidentale con i loro omologhi dei paesi dell'Europa centrale ed orientale, sviluppando programmi comuni a vantaggio degli eserciti alleati e partecipando all'ammodernamento dei materiali militari di questi paesi per ren-

derli conformi alle norme d'interoperabilità della NATO;

12. Creare una maggiore sinergia fra l'UEO e l'Unione europea nel settore delle industrie degli armamenti in modo da mettere a punto una politica europea degli armamenti al servizio dell'identità europea di sicurezza e di difesa.